

ZYED ET BOUNA 20 ANS APRÈS ON N'OUBLIE PAS!



ZOOM

Budget. Sécu :
un pas en avant,
deux pas en arrière

Page 3

INTERNATIONAL

Gaza. Israël
ne respecte rien,
on le savait

Page 4

ARGUMENTS

Vingt ans après Zyed et Bouna.
Contre l'ordre policier et raciste,
pour la justice et la dignité

Page 5

SOUSCRIPTION 2025

Après l'achat, les travaux :
ouvrons un nouveau lieu,
au service des luttes

Page 8

Édito

La prison, ça n'arrive pas qu'aux autres

Par ALEX BACHMAN

Des malades privés d'accès aux soins depuis des mois, faute de médecin, au centre de détention de Joux-la-Ville (89). Des centaines de détenuEs qui dorment sur des matelas par terre. Des cafards, des rats, des conditions d'incarcération indignes, une surpopulation carcérale qui explose, avec deux, trois, quatre détenuEs entassés dans 9 m². Des dizaines de suicides, 157 en 2023. Il ne manquerait pas d'occasions pour la presse de parler de la prison. C'est très rarement le cas, sauf ce mardi 21 octobre 2025.

Nicolas Sarkozy a donc passé la porte de la détention de la Maison d'arrêt de la Santé, une première pour un ancien président de la République. À en croire ses soutiens, c'est un innocent qui est jeté en prison. Un capitaine Dreyfus de notre époque, victime du « gouvernement des juges » et de Mediapart.

L'espace médiatique est saturé par les meilleurs serviteurs de l'idéologie dominante, personnalités du monde politique et des médias, qui viennent au secours du meilleur d'entre eux. Sarkozy est l'incarnation sans égal de la pourriture du personnel politique de la bourgeoisie. C'est ce qui explique que Darmanin, pourtant Garde des Sceaux, et même le président de cette République moribonde, foulent aux pieds les principes de séparation des pouvoirs qu'ils sont censés défendre : le premier promet d'aller visiter Sarkozy au parloir, le second l'a reçu à l'Élysée avant son incarcération. Les faits sont pourtant têtus : c'est bien la troisième condamnation pour Sarkozy, pour corruption dans l'affaire Bismuth, pour financement illicite de campagne électorale dans l'affaire Bygmalion, et donc désormais pour association de malfaiteurs dans l'affaire du financement libyen.

C'est peut-être l'affaire la plus grave et la plus choquante concernant Sarkozy, quand on se rappelle qu'il a envoyé ses collaborateurs négocier des valises de billets avec le responsable direct de l'attentat contre le DC-10 de la compagnie UTA, qui avait fait 170 morts en 1989.

Il n'y a donc pas particulièrement lieu de plaindre Sarkozy, et à quelques jours de la commémoration de la révolte de 2005, nos pensées vont plutôt aux familles de Zyed et Bouna, morts à 17 et 15 ans parce que poursuivis par la police.

Bien dit

Ce PLFSS signerait la pire cure d'économies sur l'hôpital depuis les années 2010

C'est le constat alarmant exprimé le 16 octobre dans un communiqué commun des FÉDÉRATIONS HOSPITALIÈRES, autrement dit de l'ensemble des directions des établissements hospitaliers, publics et privés.

Retraites, budget, démocratie : face à l'enfumage, reprendre la rue !

Ce que le PS présente comme sa grande victoire — une suspension —, personne n'en parle mieux que Macron lorsqu'il déclare : « Le Premier ministre a fait un choix, pour apaiser le débat actuel, qui a consisté à proposer le décalage d'une échéance — ce n'est ni l'abrogation ni la suspension, c'est le décalage d'une échéance. »

Cette sortie est, pour un président et un gouvernement plus isolés que jamais (malgré le soutien du PS, le gouvernement n'échappe à la censure que d'une dizaine de voix), une tentative de reprendre la main.

Macron essaie de reprendre la main

Macron vise autant à décourager la mobilisation qu'à rassurer la bourgeoisie et son propre camp politique ; on voit mal comment Macron pourrait lâcher le totem de son second quinquennat. L'inscription de la suspension de la réforme dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) ne change rien au tour de passe-passe. Par contre pas de suspension des « accords » de Bougival qui écrasent les droits du peuple kanak ni des mesures phares du budget Bayrou. Et aggravation des attaques sur nos droits sociaux dans le PLFSS. Les raisons de se mobiliser restent entières et il est urgent de reprendre le chemin des luttes, de la rue, de la grève pour gagner. Et la période, très instable, est pleine de possibles qui doivent nous regonfler.

La mobilisation compte

D'abord l'affaire de la « suspension/décalage » montre que la lutte paie ! Des millions de manifestantEs en 2023, des grèves, trois journées de mobilisation en cette rentrée, des blocages. Tout ça pour... ça ? Oui, avec, en prime, une crise politique et une usure d'un pouvoir qui peine à gouverner. C'est peu mais ce n'est pas rien, tant matériellement que symboliquement : même ce pouvoir ne peut ignorer la rue. Mais oui, avec la crise économique, la bourgeoisie est aux abois et ne



lâchera rien de fondamental. À nous d'élever encore le rapport de forces.

La crise politique est toujours là

Ensuite, le déplacement sur le terrain institutionnel ne signe pas l'arrêt de la mobilisation. Comme en 2023, nous vivons une séquence où des moments de lutte — avec manifs, grèves et blocages — alternent avec des moments plus institutionnels. Mais la crise est toujours là et, comme en 2023 au moment de l'usage du 49-3 et du vote de confiance remporté à 9 voix près, cette phase institutionnelle pourrait bien permettre des démonstrations.

Vers le « super 49-3 » des ordonnances

Car l'abandon annoncé du recours au 49-3 va nous faire découvrir d'autres joyeusetés que la 5^e République offre au pouvoir pour faire barrage à

nos aspirations émancipatrices et démocratiques. En effet, en l'absence de compromis et de vote sur les textes du PLFSS et du budget à l'issue du délai constitutionnel requis (cinquante jours pour le PLFSS et soixante-dix jours pour le budget de l'État), la Constitution permet au chef de l'État de mettre en œuvre ces textes par simple signature en conseil des ministres (ordonnances)... Une manière de faire revenir par la fenêtre un « super 49-3 », puisqu'il s'agit d'un 49-3 sans même un vote de confiance au Parlement. Un nouvel aspect de l'autoritarisme que permet la 5^e République serait ainsi mis au jour. Il ne fait donc pas de doute que les aspirations démocratiques nourriront les futures mobilisations.

La clé est dans l'auto-organisation

Alors, repartir ça veut dire continuer à reconstruire nos forces et des habitudes militantes. Et

s'il peut y avoir des accélérations dans la crise politique et les mobilisations, il n'y a pas de raccourci vers la victoire. Nous avons besoin de davantage d'auto-organisation, d'AG, qui permettent à la fois des discussions sur la stratégie pour gagner et la mise en œuvre de la grève et d'actions communes à l'échelle des boîtes, des bahuts, des quartiers, des villages, etc. Dans cet objectif, la contribution du mouvement Bloquons tout ! est notable : il a permis la création de nouveaux liens militants tissant de la confiance à travers des AG, des groupes d'action et des comités de quartier qui se réunissent, agissent et discutent. Mais nous avons aussi besoin d'un horizon politique porteur d'espoir. Car nos revendications, à commencer par l'abrogation totale de la réforme des retraites, sont majoritaires. Quelle gauche pour porter ce projet et faire barrage à l'extrême droite ? Une gauche de rupture, comme le dessinait le programme du Nouveau Front populaire, et pas une gauche d'accompagnement, que dessine le PS dans son accord avec Lecornu et Macron. Une gauche résolument unie contre l'extrême droite. Et une gauche qui s'ancre dans les luttes. Car une gauche de rupture ne tirera sa force que de la mobilisation : elle rencontrera sur sa route l'intransigeance du capital et le présidentialisme de la 5^e. C'est bien à ce régime que nos mobilisations vont devoir s'attaquer. Nous voulons une autre société — et c'est d'une autre Constitution que celle qui est au service de Macron et de son monde, dont nous avons impérativement besoin.

William Daunora



Acturama



Le 17 Octobre 1961, des milliers d'AlgérienNEs, travailleurs et travailleuses immigréEs, ont défilé pacifiquement dans les rues de la capitale pour dénoncer un couvre-feu raciste imposé par le préfet Maurice Papon. La réponse de l'État colonial, ce furent les noyades, les coups, les balles et le silence.

Des rassemblements ont eu lieu ce 17 octobre 2025 un peu partout en France. Ici : Paris, Strasbourg, Perpignan et Rennes.

Le « pas en avant », c'est la « suspension » de la contre-réforme des retraites, ou plus précisément son décalage dans le temps. Macron a dû s'y résoudre pour poursuivre le reste de sa politique d'austérité et d'assistanat aux profits. Dans le même temps, le gouvernement met en chantier une nouvelle offensive de destruction des systèmes de retraites avec la « conférence sur les retraites et le travail ».

Lecornu, c'est Bayrou en pire

Le manque de financement de la Sécurité sociale, dû aux exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs (plus de 80 milliards en 2025, alors que le « déficit » attendu est de 21,5), n'est pas remis en cause. Ce sont au contraire les assurés sociaux (retraités, malades, familles) qui sont mis à contribution par un nouvel étranglement des dépenses.

Les retraités dans le viseur

« L'année blanche » signifie le gel des pensions de retraites, des prestations sociales et du barème de l'impôt. Elle va impacter l'ensemble des retraités dont les pensions sont déjà insuffisantes. Pour les 40 % des retraités qui paient l'impôt sur le revenu, l'abattement fiscal de 10 % dont ils bénéficient sera remplacé par un abattement forfaitaire (défavorable) de 2 000 euros par personne.

Faire payer les malades

Les économies sur le dos des malades et du système de santé passent en effet de 5,5 milliards d'euros avec Bayrou à 7,1 avec Lecornu. Les franchises et participations forfaitaires — c'est-à-dire la participa-

BUDGET Sécu : un pas en avant, deux pas en arrière

« Un pas en avant, deux pas en arrière, c'est la politique du gouvernement. » Ce slogan, chanté et dansé dans les mobilisations contre les réformes des retraites, résume le PLFSS (Projet de loi de financement de la Sécurité sociale) pour 2026 présenté par le gouvernement Lecornu. Il aggrave les mesures du plan Bayrou.



tion aux frais de santé non remboursée par l'Assurance maladie et les mutuelles — doublent une nouvelle fois. Leur plafond annuel cumulé passe de 100 à 200 euros. Les assurances complémentaires (mutuelles) sont, elles aussi, mises à contribution par une taxe de 2,05 % des cotisations perçues, qui sera répercutée sur les cotisations des adhérents. La prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des affections de longue durée (maladies chroniques) subit de nouveaux coups de rabot, pour en réduire l'accès ou en accélérer la sortie. Là encore, les plus malades sont les plus

sanctionnés. Les arrêts de travail sont limités à 15 jours pour la médecine de ville et 30 jours pour l'hôpital...

Un étranglement sans précédent du système hospitalier

« Vers un retour de l'austérité », c'est en ces termes que les fédérations des directions d'hôpitaux et de cliniques privées qualifient l'enveloppe budgétaire qui leur est accordée. Pour elles, « Ce PLFSS signerait la pire cure d'économies sur l'hôpital depuis les années 2010. Il revient à demander aux établissements de soigner plus avec moins de moyens. »

Les soins de ville, dont l'augmentation ne devra pas excéder 0,9 %, ne sont pas mieux lotis. Dans ces conditions les déserts médicaux continueront de progresser.

Gel des allocations familiales et des prestations sociales

Les allocations familiales et autres prestations sociales (RSA, APL) subissent elles aussi les effets de « l'année blanche », alors même que le taux de pauvreté atteint son plus haut niveau en France depuis 1996.

Reprendre vite le chemin d'une mobilisation unitaire

Le gouvernement souhaite évidemment tout faire pour que le débat reste dans l'enceinte du Parlement et des institutions. Avec la « conférence sur les retraites et le travail », il espère engluier au moins une partie des directions syndicales dans un « dialogue social » stérile et créer la division. L'enjeu des semaines qui viennent est de déjouer ce piège. La poursuite d'une mobilisation unie et déterminée est la seule perspective qui permette à la fois de mettre en échec l'austérité renforcée du pouvoir et d'éviter qu'au bout du compte ce ne soit le RN qui en profite.

J.-C. Delavigne

BUDGET Les travailleurEs payent le soutien au capital et la course à l'armement

Les niveaux actuels de déficit public sont le produit de vingt ans de cadeaux fiscaux aux plus riches et de subventions des profits par l'argent public : crédit d'impôt-compétitivité, baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune... On pourrait donc partager l'objectif de réduction du déficit public s'il avait pour corollaire la suppression de ces mesures injustes. Mais pour Lecornu, comme pour Bayrou, l'objectif est que l'État emprunte moins tout en poursuivant les politiques fiscales pro-capitalistes, indispensables à la survie de pans entiers de la bourgeoisie française.

Baisse de la fiscalité sur le capital

Ainsi, le PLF 2026 accélère la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et fixe un objectif de suppression totale en 2028, privant dès cette année l'État

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2026, déposé par le gouvernement Lecornu, reprend les grandes lignes de celui de son prédécesseur Bayrou, en particulier l'obsession de la réduction du déficit public, qui serait ramené à 4,7 %.

de plus d'un milliard d'euros de recettes. La surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des 400 plus grandes entreprises serait quant à elle divisée par deux et ne rapporterait plus que 4 milliards d'euros. En difficulté face à la popularité croissante de la « taxe Zucman », Lecornu s'est retrouvé contraint de contre-proposer une version amoindrie consistant à taxer le patrimoine financier des holdings. Celle-ci ne devrait rapporter qu'entre 1 et 1,5 milliard d'euros. Au total, la fiscalité sur le capital serait donc allégée.

Hausse des dépenses militaires

La seconde obsession de Lecornu, comme de Bayrou avant lui, est la poursuite de la course à l'armement. L'« Himalaya » de la dette ne s'oppose manifestement pas à

une augmentation conséquente des dépenses militaires, qui progresseraient de 6,7 milliards d'euros, une hausse plus importante que celle prévue par la dernière loi de programmation militaire. Pour les classes dominantes, ces dépenses constituent une forme de soutien à l'un des derniers secteurs industriels de pointe sur le territoire, mais aussi une façon de tenter de maintenir leur rang dans la compétition inter-impérialiste de plus en plus acharnée.

Sur le dos des travailleurEs

Pour réduire les déficits tout en allégeant la fiscalité du capital et en augmentant les dépenses militaires, Lecornu s'en prend évidemment aux travailleurEs et aux services publics utiles à la population : nouveau tour de vis de 4,6 milliards d'euros pour les collectivités territoriales,

diminution des crédits de plusieurs ministères, suppression de 3 000 postes de fonctionnaires, hausse de l'impôt sur le revenu des retraités via le remplacement de l'abattement de 10 % dont ils bénéficiaient par un forfait de 2 000 euros, imposition des indemnités journalières perçues par les salariés souffrant d'une affection de longue durée...

En suspendant la réforme des retraites pour acheter sa survie politique, Lecornu rend aux travailleurEs 400 millions d'euros. Mais il récupère aussitôt plusieurs fois ce montant sur notre dos. La ficelle est grosse ! S'il a pu éviter la censure à cette étape, rien ne dit que ce PLF 2026 survive aux débats parlementaires, et surtout aux mobilisations qui vont reprendre face à ce musée des horreurs.

Simon Saissac

No comment

C'est encore pire d'être un voyou d'en haut de l'échelle

Voilà ce que disait NICOLAS SARKOZY, le 13 mars 2022 sur les réseaux sociaux. Bizarrement, aujourd'hui, il a changé de discours.

Agenda

Samedi 25 octobre, réunion-débat du NPA « Unité contre l'extrême droite, organisons-nous, reprenons la rue ! », Orléans (45). À 16h, salle des Chats-Ferrés.



Jeudi 30 octobre, conférence-débat « Un État de Palestine sans Palestiniens ? » avec Rony Brauman, Tours (37). À 18h, à la mairie de Tours.

Mardi 4 novembre, réunion publique du NPA « Du mouvement social au changement politique », avec Manon Boltansky, Châteaudun (28). À 18h30, salle panoramique, 79-81 rue de Varize.

Jeudi 13 novembre, colloque « La Palestine et l'Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines », Paris (75). À partir de 8h30 au Collège de France, Amphithéâtre Marguerite de Navarre, 11 place Marcellin-Berthelot.

Lundi 14 novembre, projection-débat « Les 20 ans d'une loi d'exclusion », Nancy (54). À 19h, avec Kübra Jantekey, de la Commission nationale antiraciste du NPA-l'Anticapitaliste. Plus d'infos à venir...



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafférière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



ARGENTINE

Le sauvetage de Trump suffira-t-il à Milei ?

Dimanche 26 octobre auront lieu les élections législatives de mi-mandat. Le président d'extrême droite risquait d'y subir une défaite importante. Mais son ami Trump est venu à sa rescousse.

En Argentine, les questions économiques sont centrales pour gagner ou perdre une élection. L'ensemble de la population suit chaque jour dans les médias l'évolution de la cotation du dollar. Le taux d'inflation est aujourd'hui à seulement 2,1% mensuel, après un pic de 25% en décembre 2023. Après deux ans de politiques austéritaires très brutales qui avaient fait chuter l'inflation, la croissance économique et le pouvoir d'achat, la tendance était à nouveau à la hausse, et cela risquait de provoquer une crise économique avant les élections.



WIKIMEDIA COMMONS

Pour l'éviter, Milei et Trump sont arrivés à un accord afin de stopper la hausse de la cotation du dollar, qui aurait entraîné une poussée de l'inflation. Pour cela, les États-Unis vont acheter des pesos pour 20 milliards de dollars par l'intermédiaire d'un swap de monnaies. Mais ce sauvetage, nettement politique, peut s'avérer insuffisant.

Une défaite et un scandale

Lors des élections de la province de Buenos Aires pour l'Assemblée provinciale, Milei a subi une forte défaite malgré son alliance avec le parti de droite de l'ancien président Mauricio Macri. Dans la province la plus peuplée, l'alliance gouvernementale a obtenu 34%, devancée par le péronisme à 47%. Ce résultat présage une issue défavorable pour Milei en octobre.

À cela s'ajoute un scandale de corruption et de trafic de drogues qui a atteint le président : un de ses premiers soutiens et tête de liste pour les législatives, le député José Luis Espert, a reçu des paiements de la part d'un chef narco arrêté récemment. Après des tergiversations, il a renoncé à sa candidature, de peur d'alourdir la défaite électorale.

Des petits objectifs, de gros risques

Mais Milei n'a pas grand-chose à perdre, à part son orgueil. L'alliance avec le macrisme lui donne un plancher suffisant pour pouvoir gouverner. Ces législatives de mi-mandat impliquent le renouvellement des sièges élus il y a quatre ans, quand il était encore méconnu et n'avait obtenu que huit députés. Ainsi, même avec une défaite, La Libertad Avanza gagnera en nombre de députés. Son objectif n'est en aucun cas d'avoir la majorité de l'assemblée, ni même une majorité relative. Il vise simplement à s'assurer un tiers des sièges dans une des chambres. Cela lui suffirait pour gouverner facilement, car il faut deux tiers de chaque chambre pour annuler les décrets et les vétos présidentiels. Il pourra ainsi continuer, comme il l'a fait ces deux dernières années, à gouverner avec l'autoritarisme que lui permet une Constitution encore plus présidentialisée que celle de la France.

Martin Hache

GAZA Israël ne respecte rien, on le savait

À Gaza, la mise en œuvre de la première phase du cessez-le-feu a débuté, et sans surprise, pour l'instant, seul le Hamas respecte ses engagements. Près d'une cinquantaine de violations de l'accord par Israël ont été documentées et les bombardements se poursuivent, faisant déjà plus de quarante mortEs.

La semaine dernière, vingt chefs d'État se réunissaient à Charm el-Cheikh pour le « Sommet pour la paix » organisé par Trump, essentiellement destiné à lui permettre de s'auto-congratuler d'avoir « mis fin à la guerre ».

Un sommet pour une paix coloniale

Lors du sommet, où était convié Mahmoud Abbas, une feuille de route sur la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu a été discutée, sans aucun représentant du Hamas. Signe, une fois de plus, que si la Palestine est bien redevenue une question internationale centrale, les puissances impérialistes et régionales pensent pouvoir la régler sans les PalestinienNEs — du moins celles et ceux qui ne collaborent pas avec Israël. Ce sommet sonne creux face à la réalité de ce qu'il se passe à Gaza. Des milliers de PalestinienNEs ont pu regagner le nord du territoire d'où ils avaient été obligés de fuir. Ils retrouvent un paysage dévasté où la majorité des habitations ont été rasées et sont contraintEs, à nouveau, de s'installer dans des tentes de fortune. Au final, Israël continue de contrôler près de 60% du territoire, les PalestinienNEs n'ont tout simplement parfois

pas la possibilité de retourner chez elleux.

La colonisation et l'apartheid se poursuivent

L'aide humanitaire elle-même est toujours bloquée par Israël, qui contrôle encore la frontière à Rafah : plus de 170 000 tonnes d'aide sont en attente d'être distribuées. C'est aussi le matériel nécessaire pour retrouver les corps sous les décombres qui est bloqué. L'évacuation des blessés et des malades est également



CHARMAG

rendue impossible par la fermeture du point de passage. Le prétendu retard du Hamas dans la restitution des corps a déjà servi de prétexte à la reprise des bombardements, qui ont fait des dizaines de mortEs, alors qu'il est évident que la recherche des corps va prendre du temps. Comme si la paix était possible alors que la colonisation et l'apartheid se poursuivent, les rédactions ont fait leurs éditions spéciales sur le retour des vingt otages israéliens — en grande partie des soldats. En revanche, rien sur les otages palestiniens, dont les familles ont même été interdites de se réjouir publiquement de leur libération, sous peine d'arrestation. Les images et les vidéos des prisonniers montrent des membres amputés, des personnes en fauteuil roulant, éborgnés,

amaigries. Les témoignages confirment le traitement infligé aux PalestinienNEs dans les prisons israéliennes : tortures quotidiennes et viols. Israël ne s'en cache pas : les corps rendus dans le cadre de l'accord portent les traces de mutilations et de sévices subis, les mains parfois encore attachées dans le dos. 1 968 PalestinienNEs ont été libérés des prisons israéliennes. Parmi elleux, 154 ont été déportés de force en Égypte, sans pouvoir revoir leurs proches. Plus de 9 100 PalestinienNEs sont toujours otages, constante monnaie d'échange pour le régime israélien. Parmi elleux, le docteur Hussam Abu Safiya, qui avait été kidnappé à l'hôpital de Kamal Adwan, est toujours en détention administrative.

Pas de retour au statu quo

Si le cessez-le-feu a été imposé à Netanyahu, la reprise des bombardements montre le peu de volonté qu'a réellement Israël de le mettre en œuvre, surtout après le retour de ses otages. Cependant, il n'y aura pas de retour au statu quo, à la reprise des massacres ou à la normalisation du régime génocidaire. Nous devons continuer d'exiger des sanctions et d'intensifier le boycott contre Israël, notamment dans les domaines culturel et sportif. Surtout, nous devons continuer à faire pression sur notre gouvernement et bloquer les livraisons d'armes, alors que le média *Disclose* a révélé un nouveau contrat de livraison de pièces françaises pour la fabrication de drones à destination d'Israël.

Sulalat

À lire sur le site



États-Unis. Des millions de personnes manifestent contre Trump, pour la démocratie et la justice sociale, par Dan La Botz

MADAGASCAR La volonté d'une rupture radicale

Alors que les pressions internationales se multiplient pour exiger le rétablissement de l'ordre constitutionnel, les jeunes de la GenZ et les salariéEs esquissent ce que pourrait être le Madagascar de demain.

Un nouveau pouvoir s'est installé à Madagascar, en la personne du colonel Michel Randrianirina, dirigeant du CAPSAT (Corps d'administration et des services techniques des armées), en charge de la logistique de l'armée. Cette unité, au terme de deux semaines de luttes exemplaires de la jeunesse malgache, baptisée GenZ, s'était rangée du côté des manifestantEs.

Pressions et menaces

Cette prise de pouvoir a été aussitôt dénoncée par Andry Rajoelina, désormais ancien président, considérant qu'il s'agit d'un coup d'État. Rappelons que lui-même était arrivé au pouvoir en 2009 dans des conditions similaires. Il déclarait alors : « Le pouvoir appartient à la population, c'est la population qui donne le pouvoir et qui reprend le pouvoir. »

Le « respect de l'ordre constitutionnel » est désormais entonné par tous les tenants de l'ordre établi. Macron n'est pas en reste : il met en garde contre les interférences étrangères dans la Grande Île, lui qui a organisé l'exfiltration de Rajoelina pour le soustraire à une éventuelle comparution devant la justice de son pays. L'Union africaine (UA) tient un discours identique sur le respect de la Constitution. Elle offre à Rajoelina des marges de manœuvre

en ouvrant la voie à une pression économique sur les nouvelles autorités du pays. La menace plane d'une suspension de l'aide, estimée à environ 700 millions de dollars par an, tant que l'ordre constitutionnel ne serait pas rétabli. Une UA qui passe pourtant son temps à entériner les mascarades électorales qui se déroulent sur le continent.

Construire l'après

Autre défi de taille : le risque d'une confiscation de la révolution. Lors du rassemblement sur la place du 13-Mai à Antananarivo, la capitale, organisé pour rendre hommage aux victimes de la répression et fêter la victoire, les officiers de l'armée, les politicienNEs et les prêtres ont tenté, en vain, de reléguer les jeunes à l'arrière-plan. Cependant, la volonté largement partagée d'une rupture radicale avec l'ancien ordre politique reste vivace. Déjà, un « Manifeste citoyen pour une nouvelle gouvernance équilibrée à Madagascar » a vu le jour, et des réunions sont prévues pour discuter « d'un changement de système ». Cette effervescence s'observe également du côté des travailleurEs. À la compagnie aérienne Madagascar Airlines, par exemple, le syndicat a lancé un ultimatum exigeant le départ du directeur général, un ancien cadre d'Air France, ainsi que de tous les

consultants étrangers. En cas de refus, le syndicat appelle à ne plus obéir aux ordres de la direction et à constituer une instance collégiale chargée de la gestion de la compagnie.

Si la situation reste difficile, les jeunes et les travailleurEs, conscients des expériences du passé, notamment celle de 2009, s'efforcent de construire collectivement un Madagascar nouveau, libéré du néocolonialisme et de la dépendance.

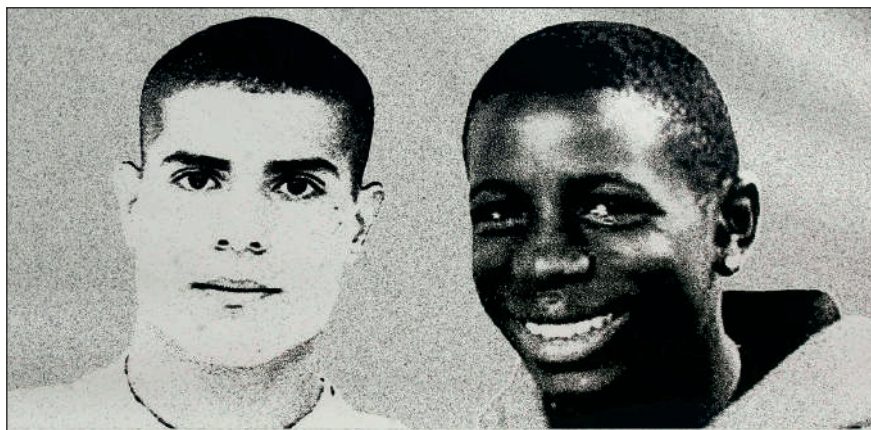
Paul Martial



VINGT ANS APRÈS ZYED ET BOUNA

CONTRE L'ORDRE POLICIER ET RACISTE, POUR LA JUSTICE ET LA DIGNITÉ

Le 27 octobre 2005, Zyed Benna et Bouna Traoré mouraient électrocutés dans un transformateur d'EDF à Clichy-sous-Bois, poursuivis par la police. Leur mort, celle de deux adolescents de 17 et 15 ans qui n'avaient commis aucun crime, a révélé au grand jour ce que les habitantEs des quartiers populaires savaient déjà : la police ne protège pas, elle traque et elle tue. Leur disparition a mis le feu à des décennies d'humiliations, de contrôles au faciès, d'arrestations arbitraires, de brutalité et d'impunité. Vingt ans ont passé, mais la réalité est la même, sinon pire. Les visages changent — Adama, Nahel, Zineb, Alhoussein —, mais la logique demeure : celle d'un ordre policier qui s'exerce d'abord contre les



raciséEs et les pauvres. Les gouvernements successifs ont répondu à chaque révolte par plus de répression, plus de lois sécuritaires, plus de militarisation. Les mêmes discours sont répétés en boucle : ordre, République, sécurité. Mais derrière les mots, c'est une guerre sociale et raciale qui s'assume de plus en plus ouvertement. Face à cette violence d'État,

les révoltes des quartiers populaires, de 2005 à 2023, affirment une vérité simple : la jeunesse ne veut plus vivre à genoux. Contre l'impunité, contre l'oubli, contre la résignation, nous exigeons la justice et la dignité. Et pour cela, il faut s'en prendre à la racine du mal : un système capitaliste et colonial qui s'appuie sur la police pour maintenir son ordre. Dossier réalisé par Amel

2005–2025 : l'ordre policier n'a jamais cessé

L'État répond par l'état d'urgence, pour la première fois depuis la guerre d'Algérie. Sarkozy, ministre de l'Intérieur, parle de « racaille » et promet de « nettoyer la banlieue au Kärcher ». Le pouvoir politique se serre les coudes : la République bourgeoise se montre sous son vrai visage, celui d'un État colonial à l'intérieur même de ses frontières.

Des révoltes qui disent non à l'ordre social

Vingt ans plus tard, les mêmes causes produisent les mêmes révoltes. En 2023, la mort de Nahel à Nanterre, tué d'une balle dans la tête par un policier, a embrasé le pays. Comme en 2005, la jeunesse des quartiers s'est levée seule, sans parti, sans syndicat, avec une lucidité implacable : la police tue, et l'État protège les tueurs. Les violences policières ne sont pas des « bavures », mais une politique. Depuis 2005, les lois sécuritaires se sont multipliées, légitimant le tir sur simple « refus d'obtempérer », militarisant le maintien de l'ordre, étendant les pouvoirs des BAC et des BRAV-M. Derrière les discours d'ordre républicain, c'est la guerre sociale et raciale qui se poursuit.

Clichy-sous-Bois, 27 octobre 2005. Zyed (17 ans) et Bouna (15 ans) fuient la BAC (Brigade anticriminalité), après un banal contrôle raciste, un soir de Ramadan. Ils cherchent refuge dans un poste EDF ; ils y meurent. Muhittin, leur ami, survit, grièvement brûlé. Cette nuit-là, les quartiers populaires se soulèvent : Clichy d'abord, puis la France entière. La jeunesse des banlieues, racisée, précaire, humiliée, dit enfin « stop ».



Les révoltes urbaines sont la réponse collective à cette domination. Elles ne sont pas des « explosions de colère », mais des actes politiques, des refus conscients de l'humiliation. En affrontant la police, la jeunesse des quartiers populaires remet en cause l'ordre social lui-même : celui d'un capitalisme qui abandonne les services publics, précarise

les vies et n'assure sa survie qu'en renforçant son bras armé.

Impunité d'État et conscience de classe

De Malik Oussekiné à Zyed et Bouna, d'Adama à Nahel, de Rémi Fraisse à Zineb Redouane, c'est toujours la même impunité. Les policiers responsables sont relaxés,

leurs syndicats d'extrême droite dictent la loi, leurs cagnottes en ligne font d'eux des héros. Pendant ce temps, les familles des victimes doivent mendier la vérité et la justice, au prix d'années de procédures.

Le capitalisme a besoin de la police, comme il a besoin de frontières, de prisons et de guerres. La police n'est pas réformable : elle est l'instrument central de la domination. Elle ne protège pas : elle contrôle, elle humilie, elle tue.

Vingt ans après Zyed et Bouna, nous n'avons rien oublié, rien pardonné. Leur mort reste le symbole d'une société qui considère une partie de sa jeunesse comme un ennemi intérieur. Mais elle est aussi le point de départ d'une lutte continue, d'une conscience qui s'affirme : celle d'une génération qui refuse la peur, qui refuse la soumission et qui veut détruire l'ordre policier, raciste et capitaliste.

Pour un monde sans police

Lorsqu'on parle « d'abolir la police », on nous répond qu'elle est indispensable. Mais indispensable à qui ?

Certainement pas aux classes populaires, aux racisés, aux manifestantEs mutilés ou aux familles de victimes. La police est indispensable à l'État et au capital, pas à la société.

Une institution au service des dominantEs

La police, c'est le bras armé de la domination. Elle protège la propriété privée, pas la vie. Elle fait régner la peur dans les quartiers populaires, dans les usines, dans les manifestations. Elle est l'héritière directe de la répression coloniale : de Bugeaud à Papon, de l'Algérie colonisée aux banlieues d'aujourd'hui, la continuité est totale. Les corps spéciaux – BAC, BRAV-M, CRS (Compagnies républicaines de sécurité) – sont les troupes d'occupation d'un État qui a renoncé à toute justice sociale.

La police républicaine n'existe pas

On nous parle de « police républicaine », de « proximité », de « respect ». Foutaises. Une police au service d'un État capitaliste et raciste ne peut être que violente. Les contrôles au faciès, les arrestations de masse, la criminalisation de la pauvreté et de la jeunesse ne sont pas des dérives, mais des missions.

Abolir la police, ce n'est pas abolir la sécurité. C'est construire une autre forme d'organisation sociale : solidaire, démocratique, collective. Les quartiers populaires le prouvent déjà : auto-organisation, entraide, médiation, gestion des conflits sans recours à la répression. Ce sont ces pratiques qu'il faut généraliser, en même temps qu'il faut affaiblir l'appareil policier.

Des revendications transitoires pour désarmer l'État

Abolir la police commence par des décisions concrètes : réduire les budgets du ministère de l'Intérieur, refuser la construction de nouveaux commissariats et la militarisation du maintien de l'ordre. Il est nécessaire de désarmer la police, d'interdire LBD, grenades et armes de guerre, de dissoudre les corps spéciaux (BAC, BRAV-M, CSI). Nous devons abolir les lois sécuritaires et racistes, à commencer par la loi Cazeneuve. Enfin, il faut mettre fin à l'impunité policière, en supprimant l'IGPN (Inspection générale de la police nationale) et en instaurant un contrôle populaire indépendant.



Briser la machine répressive

Les luttes contre les violences policières sont aussi des luttes contre la fascisation. Quand plus de 70 % des forces de l'ordre votent à l'extrême droite, quand leurs syndicats dictent la politique sécuritaire du gouvernement, la menace est claire : la police est prête à servir un pouvoir fasciste. C'est pourquoi la défaire, la désarmer, la dissoudre, est une tâche essentielle pour tout projet révolutionnaire. Nous ne voulons pas d'une « meilleure » police. Nous voulons un monde sans police, sans prisons, sans frontières : un monde où la sécurité ne rime plus avec domination, mais avec justice sociale, égalité, liberté collective. Zyed et Bouna ne sont pas des victimes isolées, mais les symboles d'un système. Leur mémoire est un appel à l'action : construire, ici et maintenant, les forces capables de briser l'ordre policier et de bâtir une société sans peur. Vingt ans après, la France officielle commémorera en silence ou dans l'hypocrisie. Nous, nous choisissons de rappeler que la mort de Zyed et Bouna a ouvert une brèche. Dans chaque révolte, dans chaque manifestation réprimée, dans chaque cri « Justice et vérité », cette brèche s'élargit.

Abolir la police, c'est continuer leur combat. Pour la justice, la dignité et l'égalité : on n'oublie pas, on ne pardonne pas.

EN BREF. Hommage aux communistes internationalistes déportés à Buchenwald

Samedi 11 octobre 2025, dans l'enceinte du mémorial de Buchenwald et à l'initiative de l'association Les amis d'Arbeiter und Soldat*, un hommage a été rendu aux communistes internationalistes déportés à Buchenwald. Ce camp de concentration, libéré par les détenus eux-mêmes le 11 avril 1945, était l'un des plus grands camps de déportation et de travail forcé en Allemagne. Il fut aussi le principal camp de détention des prisonniers politiques. Parmi eux, nombre de camarades de l'opposition de gauche au stalinisme et de la 4^e Internationale qui, dans des conditions effroyables, continuèrent d'y résister et d'y défendre leur programme. Ils permirent ainsi à des dizaines de déportés juifs d'éviter une mort certaine en leur distribuant leurs propres triangles rouges identifiant les détenus politiques.

À la libération du camp, le Français Marcel Baufrère, les Autrichiens Ernst Federn et Karl Fischer, et le Belge Florent Galloy, rédigèrent un texte commun connu sous le nom de « *Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald* » et réussirent à en éditer quelques exemplaires qui furent mis à la discussion des déportés de langue allemande.

Derrière les portraits de ces camarades, auxquels avaient été ajoutés ceux de Martin Monath et Marcel Hic, c'est dans un silence pesant que, ce samedi 11 octobre, le cortège des participants a franchi la grille du camp. Et c'est près de la place centrale, qui vit passer les quelque 250 000 déportés de Buchenwald, dont 56 000 y périrent, que fut prononcé le premier hommage qui leur ait été rendu en tant que militants de la 4^e Internationale.

L'après-midi, dans la ville voisine de Weimar, un colloque consacré au 80^e anniversaire de la *Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald* a réuni historiens et militants.

François Preneau

* <https://arbeiter-und-soldat.org/fr/qui-sommes-nous/>

** Ce texte, prononcé par le syndicaliste allemand Claudius Naumann, est disponible sur notre site.



DR

SOCIAL Notre Sécurité sociale, le choix de la solidarité

Le Tour de France pour la santé, avec 64 organisations, présente ses propositions pour défendre le droit à la santé ! Un financement à la hauteur des besoins et une gestion démocratique.

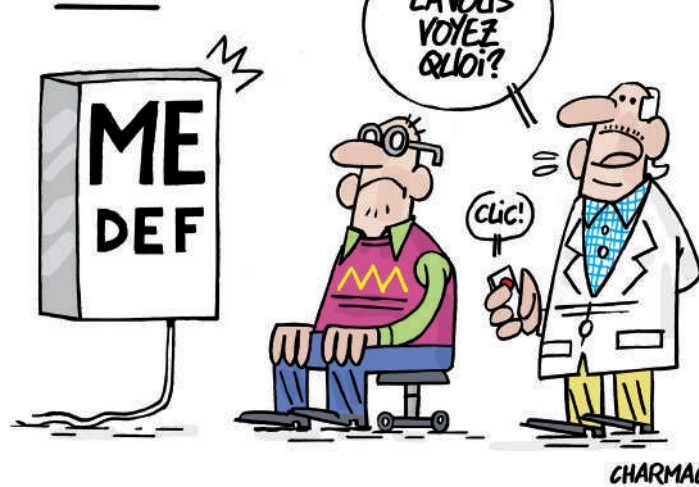
À l'heure où Lecornu veut tailler 7,1 milliards d'euros dans les dépenses de santé, le Tour de France présentait, dans les locaux de la FSU (Fédération syndicale unitaire), ses propositions pour défendre la Sécu menacée.

Faire payer les malades pour faire des économies

Aurélien Gagnier, porte-parole de la FSU-SNUipp, ouvre le feu contre le projet de budget qui met à mal notre système de santé publique et solidaire, notre Sécu qui a 80 ans, où chacun peut « être soigné selon ses besoins, et non selon ses moyens », soulignant la pénurie de soignants à l'école et la rémunération réduite à 90 % en cas d'arrêt maladie. « Un financement individuel et inégalitaire, ou solidaire et juste : c'est un choix de société. »

Une Sécurité sociale en fonction des besoins, solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100 % les frais de santé prescrits, dans un périmètre élargi et redéfini selon les besoins des populations et non des intérêts privés dans la santé, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'AME (Aide médicale d'État) :

FINANCEMENT DE LA SÉCU



CHARMAG

c'est l'horizon du Tour de France, qui souhaite « revenir au principe fondateur du financement par la cotisation sociale, une part du salaire mise en commun pour financer de manière solidaire l'ensemble des risques sociaux ».

Un point d'augmentation des salaires, c'est 5 milliards dans les caisses de la Sécu

« La Sécurité sociale est malade de ses recettes insuffisantes, avec un trou organisé depuis des années », souligne Françoise Nay, au nom du Tour de France. « Un point d'augmentation des salaires, c'est 5 milliards dans les caisses de la Sécu. L'égalité salariale femmes-hommes, au minimum 5 milliards de cotisations. Les exonérations de cotisations sociales ont été multipliées par quatre en dix ans : 89 milliards d'euros en 2023, dont 2,8 milliards non compensés par l'État. La fin des exemptions, 14,5 milliards de cotisations en plus. Augmenter

d'un point la part patronale des cotisations, une rentrée entre 4,8 et 7,6 milliards. La mise sur les marchés financiers de la dette de la Sécurité sociale par la Cades a coûté 3,2 milliards d'intérêts en 2024. Supprimer la taxe sur les salaires de l'hôpital, une bouffée d'oxygène de 5 milliards d'euros. »

Les jeunes, les soignants et les sans-papiers au cœur des revendications

« 30 % des étudiantEs n'ont pas de complémentaire santé », renoncent à se soigner, sautent des repas, alors que leur santé, notamment mentale, se dégrade. Salomé Hocquart, vice-présidente de l'Unef (Union nationale des étudiants de France), plaide pour un réinvestissement dans les services de santé étudiants et insiste sur la formation à la question du handicap, aux besoins des personnes LGBTI+ et à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.



Pas question d'oublier les menaces contre l'AME, détaillées par Christian Bensimon de Médecins du monde, qui défend la proposition du texte « d'intégrer l'Aide médicale d'État des sans-papiers à une Sécurité sociale universelle ».

« Une Sécurité sociale démocratique, du local au national, cela veut dire des élections et la définition du budget par les assurés sociaux, les personnels et la population », une exigence développée par Ramon Vila, secrétaire général de Sud Santé Sociaux, qui plaide aussi pour « le rapport de forces », une mobilisation nationale inter-syndicale et interassociative contre le PLFSS (Projet de loi de financement de la Sécurité sociale) d'austérité.

Une mobilisation unitaire pour défendre la Sécu

Le document de 12 pages a fait l'objet de plusieurs mois de travail et de coécriture. Sa couverture est colorée par les logos des 64 organisations signataires : FSU, Solidaires, Unef, Ufmict-CGT, Syndicat de la médecine générale, Union syndicale de la psychiatrie, mutuelles, associations féministes, collectifs et partis politiques, dont le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste) L'Anticapitaliste.

L'objectif ? Multiplier les débats et donner un contenu radical à nos mobilisations unitaires pour défendre la Sécurité sociale, bien commun conquis de haute lutte, contre les logiques de profit et d'exclusion.

Frank Prouhet

ANTIRACISME Campagne contre l'islamophobie : point d'étape

Entretien. Trois questions à Hafiza B. Kreje.

Le NPA a lancé une campagne contre l'islamophobie au long cours. Pourquoi cette campagne ?

Parce que l'islamophobie, c'est un problème au long cours ! D'abord, il faut se rappeler que nous avons de longue date des positions de lutte contre l'islamophobie, et cela fait une décennie que nous avons intégré dans nos revendications l'abolition des lois islamophobes, à commencer par la loi de 2004 (interdisant les signes religieux dans les établissements scolaires). Dix ans à porter cette revendication, et la situation empire : cela justifie bien une campagne longue ! De fait, nous militons pour faire reculer un racisme d'État qui ne cesse de s'accroître, et dont les premières dispositions législatives sont toujours en place. On ne peut donc pas cibler seulement notre activité sur une actualité. Par exemple, quand une nouvelle offensive a consisté à criminaliser l'engagement des musulmanEs à travers le complotisme autour des Frères musulmans, cela n'a pas arrêté l'humiliation des musulmanEs pour leur accès aux services publics et à l'éducation. L'islamophobie, c'est tous les jours : c'est donc tous les jours qu'il faut se mobiliser. L'islamophobie joue enfin un rôle central dans la fascisation, qui est l'urgence politique à

laquelle nous faisons face. Matériellement, l'islamophobie renforce les divisions parmi les exploités et renforce un intérêt blanc à la division raciale de notre classe par l'exclusion des musulmanEs, ce qu'il faut faire comprendre. Politiquement, l'islamophobie est la base de la fusion des droites et du renforcement des dispositifs autoritaires de l'État.

L'islamophobie joue enfin un rôle central dans la fascisation, qui est l'urgence politique à laquelle nous faisons face

Quelles sont les formes et les supports de cette campagne ?

On dispose de plusieurs supports, qui ont des objectifs différents et qui peuvent être combinés. On a un petit document de quatre pages, qui articule les violences islamophobes après l'assassinat d'Aboubakar Cissé, la fascisation et l'analyse économique de l'islamophobie. On a aussi un ensemble de dispositifs de projections-débats, principalement pour permettre à la fois une sensibilisation à ce qu'est l'expérience de l'islamophobie et pour décloisonner les expériences : sur le hijab, sur le travail... On organise aussi des formations internes et externes, et des réunions publiques. On

décline vraiment selon les besoins : de la lutte concrète contre les différentes formes de racisme — dernièrement à Alençon — à une journée de formation théorique sur l'impérialisme et l'islamophobie à Nancy.

Quelles sont les perspectives et les prochaines étapes ?

Il faut reconnaître que la mobilisation est partout difficile, mais il y a des choses qui marchent. À Nancy, par exemple, nos rencontres ont pu construire une convergence avec les mobilisations pour la Palestine et débouchent sur la perspective d'un collectif dont nous ferions partie. Le NPA-A est de plus en plus reconnu pour ses positionnements : on a prévu une réunion avec Perspectives musulmanes, entre autres, et on leur proposera notamment une campagne unitaire pour l'abolition des lois islamophobes. Les initiatives commencent à vraiment fleurir : à Rennes, il y a eu une marche co-organisée

par l'EMF (Étudiants musulmans de France) et le Front antifasciste ; il y a des démarches contre l'extrême droite menées par une école musulmane à Valence, avec laquelle nous sommes en lien...

Nous pouvons être moteurEs, force de proposition, et comme dans tous les cadres de mobilisations unitaires, il faut qu'on y mette nos forces pour faire ce qu'on sait faire de mieux : construire loyalement, en marxistes d'aujourd'hui.

Propos recueillis par la rédaction



Culture

ESSAI **Saint Luigi,**
de Nicolas Framont

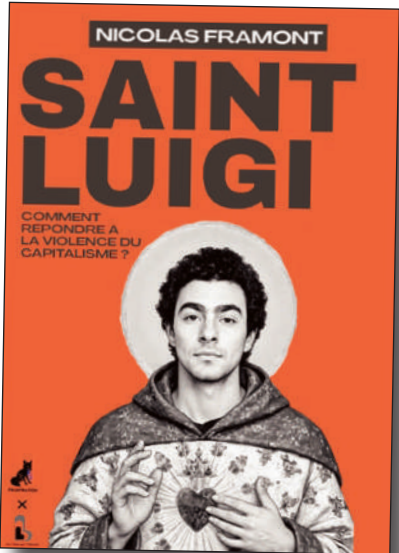
Éditions Les Liens qui libèrent, 2025,
144 pages, 12,90 euros.

Sociologue et essayiste, rédacteur en chef du média *Frustration* (site et revue), Nicolas Framont est une figure de la gauche radicale. Dans *Saint Luigi* — sous-titré *Comment répondre à la violence du capitalisme ?* —, il part de l’assassinat par balle de Bryan Thompson, PDG d’United Healthcare, première assurance santé privée des États-Unis, le 4 décembre 2024, dont est accusé Luigi Mangione. Actuellement emprisonné, ce dernier plaide non coupable. Le titre du livre, sa couverture avec un Mangione christique, ont de quoi amanter. On n’y trouvera pourtant pas d’exaltation de l’acte meurtrier pour lequel il est poursuivi : d’entrée, une mise en garde indique clairement que *«quels qu’en soient les motifs, un meurtre n’a aucune justification valable»*. Ceci fait, Nicolas Framont propose une réflexion en trois temps.

Le capital n’a cure de nos vies
Le premier chapitre, *«Donner la mort par PowerPoint»*, est une charge à l’encontre de la marchandisation des systèmes de santé, tant aux États-Unis que dans la France de Macron (et ce sans épargner les politiques précédentes). Et l’on peut dire qu’il documente efficacement à quel point le capital n’a cure de nos vies, à quel point les politiques qui le servent sont criminelles.

Nous perdons, pourquoi ?
Il s’intéresse ensuite à la manière de *«rendre les coups»*. L’auteur pose des questions essentielles et difficiles pour notre camp — pour résumer : nous perdons, pourquoi ? Ayant rompu lui-même avec un militantisme institutionnel, il se tourne vers une «base» un peu essentialisée, prompte à l’action directe si elle n’en était pas empêchée. Le mouvement des Gilets jaunes, marqué par la spontanéité et la radicalité, est pour lui matriciel. Mais qui a assisté aux AG de grève des derniers mouvements sociaux sait que la réalité est plus contrastée. Et lorsqu’il parle des organisations existantes (partis ou syndicats), c’est pour y voir avant tout des appareils, là où il y a des militantEs qui montent au front avec constance et courage. Étriller le dialogue social, oui : mais pour redresser la barre, quoi ? Le feu des mouvements ne suffira pas ; il faudra bien que cela passe par une traduction quotidienne et collective. Enterrer l’outil syndical ne nous y aidera pas.

Sur la violence
Le dernier chapitre, *«Devenir» Luigi Mangione*, répond à la promesse de la couverture. On y trouve de très bonnes pages sur ce que le choix, mais aussi le corps de Mangione incarnent : la vengeance pure. Confrontant le «cas Mangione» à la *«question bicentenaire de la violence révolutionnaire»* (qu’il invite à ne pas évacuer), Nicolas Framont n’élude pas une question centrale : *«Comment ne pas être transformé soi-même par sa propre violence ?»* Mais ce qui est vrai pour un individu l’est plus encore pour des organisations : la fin peut-elle justifier tous les moyens ? À cela, les révolutionnaires les plus lucides ont toujours répondu non.
Théo Roumier



THÉÂTRE **Frangines – on ne parlera pas de la guerre d’Algérie**

Théâtre de Belleville, jusqu’au 30 novembre, du mercredi au samedi à 19 h 15, le dimanche à 15 h.

Frangines – on ne parlera pas de la guerre d’Algérie raconte le combat de deux jeunes femmes pour se sortir des héritages tragiques et des silences de la famille, de la tradition, des assignations. Fanny Mentré écrit, Fatima Soualhia Manet joue, mais cette pièce, elles l’ont *«désirée ensemble»*. Pour *«sortir du “moi-je”, aller vers le “nous”»*. Le texte est écrit au *«on»*, *«parce que cette histoire des familles algériennes et françaises n’est pas que la nôtre»*.

Face aux silences
Dans leur milieu populaire, le silence et la tradition pèsent. Chez Fanny, on ne parle pas de politique : *«Je pense à mon grand-père militant. Je regrette vraiment cette manie de ma famille de le faire taire.»* Dans les deux familles, on ne parle pas de la guerre d’Algérie. Chez Fatima, quand on en parlait, *«c’était rude. C’était toujours des images horribles.»* Pas non plus des violences sexuelles : *«Ça n’existait pas à l’époque, ces mots-là. C’était normal de se faire tripoter.»*

La révolte est d’abord individuelle
«Jeune, on n’a pas forcément une conscience politique. Une conscience de ce qui est injuste, peut-être, mais c’est individuel.» C’est une colère sourde qui s’exprime : contre les interdictions, contre la pauvreté, contre l’enfermement des générations précédentes. Fatima a hérité de la révolte, de la volonté de libération des coloniséEs : *«C’est comme s’il y avait une injustice qu’on ne peut nommer.»* Les pères sont absents, ne croyant pas les souffrances. Les mères défendent leurs filles. Cette révolte salutaire n’a rien à voir avec *«la rage»* : *«L’idée de jeunesse enragée est une invention politique. Quand la jeunesse a le désir de changement, c’est une sale bestiole,*



bonne à piquer. Mais c’est absolument normal de vouloir sortir du passé.»

Les Frangines nous parlent
Enfin, il y a *«la prise de conscience que les violences sexistes, le silence, la pauvreté ne nous concernent pas que nous, mais tellement de personnes : ce silence, ce désir de fuir.»* C’est ainsi qu’elles se sauvent. Ces *«héroïnes tragiques»*, femmes de ménage, affirment que *«quelqu’unE qui nettoie est forcément très au-dessus de quelqu’unE qui salit.»* C’est leur force : *«On ne peut pas tout faire, tout seul. C’est déjà politique, c’est déjà une révolution.»*

Frangines – on ne parlera pas de la guerre d’Algérie nous touche, parle à notre histoire. Elle est universelle et prône le changement, la jeunesse et l’avenir.
Antoine Larrache et Lalla F. Colvin

► **Librairie La Brèche**
Événements militants, achats personnels ou cadeaux
27, rue Taine, Paris 12^e | Métro Daumesnil
contact@la-breche.com

★ **la-breche.com**

Vie du NPA l'Anticapitaliste

CENTRE D'ÉTUDES MARXISTES **Solidaires**
des peuples du Moyen-Orient

Lundi 13 octobre, le Centre d’études marxistes (CEM) organisait dans les locaux du NPA (Nouveau Parti anticapitaliste) une nouvelle réunion publique consacrée cette fois aux luttes d’émancipation au Moyen-Orient. Devant 70 personnes, la solidarité avec les luttes contre les guerres impérialistes et coloniales s’est exprimée.

Penser un monde en crise pour agir en faveur de l’émancipation, défendre un marxisme ouvert, non dogmatique et internationaliste : voici quelques-uns des objectifs du CEM, qui ne pouvaient pas mieux coller au thème de cette nouvelle réunion.

Des peuples aux destins liés
Auteur de *Gaza, un génocide en cours* et *Syrie, le martyre d’une révolution*, Joseph Daher est universitaire et militant anticapitaliste. Son intervention a aidé à comprendre les dynamiques en cours dans la région du Levant (Palestine, Syrie, Liban), en particulier depuis le 7 octobre 2023. Dans ce cadre, il est aussi revenu sur le dit plan de paix de Trump comme un nouveau jalon visant à renforcer la colonisation et l’hégémonie américano-israélienne sur la



région. Il a enfin montré qu’à l’opposé de l’ensemble des différents régimes de la région, y compris ceux qui s’affichent comme prétendus soutiens au peuple palestinien (Erdoğan en Turquie, le régime des mollahs en Iran...), les peuples ont eux un «destin lié» avec le peuple palestinien. Une solidarité nécessaire pour sortir de la dichotomie néfaste USA vs pro-iraniens et fondamen-

talistes, et recréer un projet d’émancipation.

«Internationalisme par en bas»
Membre de la direction du NPA et du collectif Solidarité socialiste avec les travailleurEs en Iran, Babak Kia a ensuite dressé un tableau politique et social de la société iranienne, avec des mobilisations sociales contre le régime qui se sont temporaire-

ment éteintes avec l’offensive militaire israélienne en juin dernier. Un régime iranien qui, à cette occasion, a accentué son autoritarisme (exécutions de prisonnierEs, expulsions de migrantEs afghanEs...) et instrumentalise la question palestinienne pour défendre ses intérêts propres. Mais les luttes — sociales, écologiques, culturelles — continuent et la situation reste explosive. Enfin, Somayeh Rostampour, militante féministe kurde d’Iran, a conclu la réunion autour de la question kurde. Le Collectif Roja, auquel elle appartient, a été fondé en septembre 2022, suite au féminicide d’État de Jina (Mahsa) Amini, et au cœur du soulèvement «Femme, Vie, Liberté». Elle a livré un plaidoyer internationaliste par en bas, en faveur de l’autodétermination : la défense des droits des Kurdes à avoir leur État, la légitimité de la lutte du peuple palestinien, la solidarité avec la révolution syrienne... On ne saurait mieux conclure. Et pour le CEM, prochain rendez-vous le lundi 17 novembre autour de la pensée politique du Che, avec nos camarades Michael Löwy et Olivier Besancenot.
Manu Bichindaritz

SOUSCRIPTION 2025 APRÈS L'ACHAT, LES TRAVAUX

OUVRONS UN NOUVEAU LIEU

AU SERVICE DES LUTTES

Avec un résultat de 500 000 euros, le NPA a réalisé en 2024 sa meilleure campagne de dons depuis sa fondation en 2009. Grâce à votre soutien, le NPA sera dans quelques semaines propriétaire du bâtiment dans lequel son imprimerie Rotographie s'est installée en 1976 avec une partie des activités de son ancêtre, la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), notamment la rédaction de son journal Rouge.

Cette acquisition est un moment fort dans l'histoire de notre courant, un trait d'union entre le passé et le futur. Elle s'inscrit dans un vieux projet : la création d'un local unique, multifonctions et ouvert sur l'extérieur. Elle a déjà permis de rassembler en un seul lieu des bureaux pour le parti et la Quatrième Internationale, des salles de réunion, l'imprimerie Rotographie, la rédaction de notre hebdomadaire *l'Anticapitaliste*, un studio et des archives.

Un nouveau lieu au service des luttes

Mais ce n'est pas fini ! Actuellement en sursis dans ses locaux parisiens, notre librairie La Brèche doit rapidement nous rejoindre à Montreuil. Elle doit surtout être agrandie et couplée à une salle d'environ 100 places, dotée d'un bar, respectant les normes d'accueil du public, et pouvant être utilisée par d'autres organisations que le NPA et sa librairie pour différents types d'événements. C'est seulement avec la création de ce nouveau lieu que notre projet d'un local ouvert et utile au mouvement se concrétisera.

Des travaux lourds et coûteux
Le démarrage des travaux est prévu pour le printemps 2026



et leur achèvement pour l'automne 2026. Des études sont déjà en cours. Le montage financier implique un apport en cash et le recours à un emprunt bancaire. Votre soutien est vital pour constituer l'apport, limiter au maximum l'emprunt bancaire et nous permettre d'aller au bout du projet.

Les souscriptions 2024 et 2025 sont inséparables

Après l'acte 1, consistant à acheter des murs riches d'un passé, voilà l'acte 2, consistant à les transformer pour le futur ! L'un ne va pas sans l'autre. Nous avons besoin de vous. Luttés économiques, écologiques, féministes, antiracistes, LGBT, solidarité internationale ; dans la rue, les lieux de vie et d'étude, mais aussi parfois dans les urnes ; le NPA tente, à sa petite échelle, d'être utile à notre camp social. Il le sera d'autant plus avec ce nouveau lieu mêlant lecture, rencontres, débats et convivialité, le tout au service d'un militantisme révolutionnaire, pour un socialisme écologique et démocratique.

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA l'Anticapitaliste](#)
[lanticapitaliste](#)
[Lanticapitaliste1](#)
[anticapitaliste.presse](#)
[lanticapitaliste](#)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube *L'Anticapitaliste*, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, **l'Anticapitaliste** la revue

Le n°168-169 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

LIBRAIRIE BAR RENCONTRES ÉVÈNEMENTS

DON.NPA-LANTICAPITALISTE.ORG

INFOS PRATIQUES

- **Deux moyens de paiement :** le chèque à l'ordre de « AFANPA » et la carte bleue en ligne à : don.npa-lanticapitaliste.org
- Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : **avant le 31 décembre 2025 à minuit.**
- Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES

- Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable.
- Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1.
- Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.
- Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent-e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros.
- Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers.

- Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger.
- L'association de financement « AFANPA » a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 1606 du 10 juillet 2023.
- Les dons versés à l'association de financement « AFANPA » sont destinés aux Amis du NPA.
- Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupements politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.
- Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : AFANPA – 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

L'image de la semaine

